

On entend dire parfois: Il faut aider l'Empire parce que l'Empire nous protège. Ce n'est pas l'Empire qui a créé les océans qui nous entourent et nous protègent contre toute attaque efficace. Ce n'est pas l'Empire qui nous garde le voisinage des Etats-Unis. Ce n'est pas l'Empire qui nous a valu la déclaration de Lima et les assurances de protection de Roosevelt.

Quand l'Angleterre protège les mers, elle se protège elle-même contre la famine, elle protège ses intérêts. Toutes les voies de communication et de ravitaillement de l'Angleterre sont sur mer!

Quand l'Angleterre s'est-elle battue pour nous?—Jamais. Mais nous nous sommes battus deux fois en Amérique, contre les Américains des Etats-Unis, en 1775 et en 1812, pour conserver le territoire canadien à la couronne britannique, et nous n'hésiterons pas à nous battre encore à l'occasion, pour le conserver maintenant aux Canadiens et au roi du Canada. Nous nous sommes battus aussi au Transvaal pour l'Angleterre. Personne ne prétendra que c'était une guerre d'idéologie, celle-là. Quoi qu'il en soit des erreurs des démocraties et des méthodes hitlériennes, que nous condamnons tous, nous devons songer à nos intérêts.

Quelles seraient les conséquences de notre participation? D'abord, au point de vue politique, nous consacrerions la formule du premier ministre, avec toutes ses conséquences: "Quand l'Angleterre est en guerre, le Canada est en guerre". Songez que la Grande-Bretagne a des placements d'une valeur considérable à protéger partout; qu'elle a la tâche de défendre, sur terre, sur mer et dans les airs, un empire mondial couvrant un quart de la surface du globe; qu'elle occupe des postes stratégiques et commerciaux sur toutes les mers; qu'elle doit défendre ses marchés contre la concurrence étrangère partout; qu'elle a les plus grands intérêts de son Empire en Asie et sur les voies qui y conduisent, et doit, pour les protéger, avoir une politique qui couvre tout l'Est, y compris la mer Noire.

Quand on songe à tous ces intérêts et à toutes ces richesses qu'elle entend bien garder, et que, d'un autre côté, on voit des pays les uns ambitieux, les autres nécessiteux, on a une idée des causes de conflits dans lesquels nous pouvons être entraînés si nous consacrons la formule: "Quand l'Angleterre est en guerre, le Canada est en guerre".

Mais ce n'est pas tout.

Depuis quelque temps, nous assistons à une course aux alliances, et c'est ainsi que l'Angleterre a conclu, sans compter la Pologne, un pacte d'assistance mutuelle avec la Turquie; elle a garanti les frontières de la Belgique, de

[M. Raymond.]

la Roumanie, de la Grèce, de la Hollande, et d'autres, et tout cela sans rien céder, car s'il a fallu payer quelque chose à la Turquie, c'est la France qui a payé avec Alexandrette, bien que l'Angleterre aurait pu disposer de Mossoul, où il y a cependant plus de Turcs qu'à Alexandrette. Et pour compléter la série, ajoutons qu'elle a tenté une autre alliance avec la Russie, pays au régime de bolchévisme et d'anarchie, après avoir déclaré le 3 avril, par la voix de son premier ministre, M. Chamberlain, qu'elle était prête à coopérer avec n'importe quel pays, quel que soit son système intérieur de gouvernement. Songez alors aux conséquences pour le Canada de se solidariser avec un pays qui possède le quart du globe, qui, en outre, garantit, sans nous consulter, les frontières d'un grand nombre de pays et qui se déclare prêt à garantir le territoire de tout pays qui veut coopérer avec elle. L'année dernière, c'était le cas de la Tchécoslovaquie; cette année, c'est le cas de la Pologne; demain, ce sera un autre et cela aurait pu être le cas de la Russie de Staline, s'il avait voulu.

Une autre conséquence de notre participation serait notre ruine. Faisons le bilan de la dernière guerre.

Il nous en a coûté à date environ 5 milliards de dollars, il nous en coûte encore 160 millions par année; notre dette, qui n'était que de 335 millions de dollars en 1914, dépasse de beaucoup 3 milliards. Au lieu de 12 millions en intérêts annuels que nous payions en 1914, nous en payons 128 millions, sans compter les 60,000 morts et les dizaines de mille blessés canadiens.

Et tout cela sans rien recevoir en retour, pendant que les autres pays vainqueurs se partageaient les dépouilles par un traité qui a préparé la guerre actuelle.

Et nous serions prêts à recommencer, à nous ruiner, pour une question de suprématie, de prestige, pour la domination de richesses matérielles,—car s'il y avait eu encore quelque doute sur les motifs intéressés des actes des nations, ce doute disparaît depuis qu'on a tenté un pacte d'aide mutuelle avec la Russie, la Russie de Staline où règne l'anarchie, le désordre et la barbarie.

Une troisième conséquence de notre participation serait la division à l'intérieur du pays.

Allons-nous risquer pareil enjeu? Le Canadien du Québec est attaché à son sol, il l'aime et il est prêt à le défendre en aucun temps et mieux que n'importe qui, mais il est opposé à sacrifier sa vie, ses biens, l'avenir de ses enfants pour aider une puissance quelconque à accroître ou à conserver des richesses. Il est trop averti pour ne pas savoir que les prétendues guerres d'idéologie sont un leurre. Vouloir lui imposer un sacrifice qu'il n'est pas tenu de faire est une provocation.